

بالتعاون مع:

مخبر الشراكة والاستثمار في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الفضاء الأورو مغاربي

الملتقى العلمي الدولي  
حول

111



الأزمة المالية والاقتصادية الدولية  
والدوامة العالمية

أيام 20-21 أكتوبر 2009

عنوان المداخلة

IMPACT DE LA CRISE FINANCIERE SUR L'INDUSTRIE  
DES PAYS DEVELOPPES DE L'EUROPE DE L'OUEST

من إعداد الباحث

Mr CHERIET ATHMANE,

Maître de conférences

Fac. Sc. Eco. Et Sc. De Gestion

Université Mentouri Constantine

Téléphone: 0794477521

Email: cheriet\_athmane2002@yahoo.fr

Fax: 031822340

Adresse: Bâtiment 20 N° 729 cité Daksi Abdeslem

Constantine, Algérie (25001).

# Impact de la crise financière sur l'industrie des pays développés de l'Europe de l'ouest

## Plan de la communication

### Introduction

#### 1. Etat des lieux

##### 1.1. Mesure de la production industrielle

###### 1.1.1. Contribution de l'industrie de l'UE au PIB de l'économie communautaire

###### 1.1.2. La récession du secteur industriel

##### 1.2. Evolution de l'emploi

#### 2. Impacts de la crise

##### 2.1. Sur la production industrielle et le marché du travail de la zone euro

##### 2.2. Sur les entreprises européennes

#### 3. Types d'intervention (mesures) de l'Etat

##### 3.1. Le rôle de la BCE et des politiques budgétaires en temps de la crise des subprimes: adopter une politique économique cohérente pour limiter les effets de la crise sur l'économie réelle

###### 3.1.1. Les actions probables de la BCE

###### 3.1.2. L'obligation de transparence du secteur bancaire : restaurer la confiance et mieux structurer les marchés dérivés

##### 3.2. La répartition des rôles entre la BCE et les gouvernements

##### 3.3. Quelle politique pour relancer l'industrie européenne ?

Conclusion: Est-ce que c'est la légitimation du retour de l'Etat?

## Introduction

La crise financière est partie du petit marché hypothécaire américain. Parce que des banquiers ont octroyé des crédits immobiliers (suprimes) à risque à des ménages aux revenus très modestes, peu solvables. La crise s'est ensuite diffusée à tout le système financier par le canal de la titrisation. Cette nouvelle technique (1970) consiste à transformer des prêts bancaires en obligations achetées par les investisseurs du monde entier. Certes, la réduction du coût de l'argent a stimulé la consommation des ménages américains (achats de logements, investissements des entreprises). La facilité d'octroi de crédit a aussi permis aux financiers de multiplier les mécanismes d'emprunts de plus en plus sophistiqués et de plus en plus audacieux. Le dopage financier de la croissance par des emprunts trop faciles a conduit à une overdose. Actuellement, l'Amérique est en "*cure de désintoxication*", explique Joseph Stiglitz, économiste, Prix Nobel d'économie en 2001.

La crise des suprimes sur le marché immobilier résidentiel se transforme en une crise financière mondiale. Après avoir longtemps fait preuve de résistance, l'économie réelle a fini par être gangrenée par la crise financière. Tous les pays développés sont touchés par la crise financière qui tend vers une récession économique mondiale. On s'attend à une croissance négative de moins de 1,5%, soit la plus faible depuis la grande dépression de 1929.

Au début de la crise, tous s'inquiétaient de l'impact qu'auraient les problèmes du marché hypothécaire américain sur la santé des banques et le bien être des consommateurs. Maintenant que la crise financière s'est bien installée dans les pays développés, l'inquiétude porte plutôt sur les conséquences de cette récession à long terme sur des secteurs porteurs de l'économie réelle (la production industrielle, le bâtiment et les travaux public, les

investissements, l'emploi, etc.). Et les douleurs seront ressenties de façon bien plus aiguës par les pays en développement. Cette crise exige des politiques et des mesures adéquates. Dans ce sens, on se questionne sur « l'impact de la crise financière internationale sur l'industrie des pays de l'Europe de l'ouest », en l'occurrence l'industrie aéronautique, automobile, etc. Quelles sont les mesures et politiques économiques adéquates permettant d'atténuer les effets de la crise car une croissance " continue et durable " reste l'objectif primordial par excellence ?

La crise est à son début. Le plein impact de la crise financière ne s'est pas encore fait sentir en Europe de l'ouest. La production industrielle est en chute et les entreprises rencontrent de sérieuses difficultés pour conserver leurs exploitations européennes. Les pertes d'emplois qui en résultent poseront de graves questions de stratégie et mettront la pression sur les gouvernements européens afin qu'ils prennent des mesures. Doit-on attendre des gouvernements qu'ils sauvent aussi l'industrie ?

Les aides sectorielles ont-elles vraiment une utilité quand il y a une baisse de la demande des consommateurs ? Quel impact la hausse des tendances au protectionnisme va-t-elle avoir ?

Notre travail de recherche porte essentiellement sur l'analyse de l'industrie des pays développés de l'Europe l'ouest plus exactement de l'Union Européenne (UE). Mais comme il est fastidieux d'étudier les 15 et / ou les 27 pays, de l'Union Européenne, dans leur ensemble, nous concentrons notre analyse aux pays les plus influents, à savoir l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne.

### **1. Etat des lieux**

Les données les plus récentes, concernant la fin de l'année 2008 et le premier semestre 2009, indiquent que les secteurs de la métallurgie et de l'équipement, l'industrie automobile, l'industrie des services financiers, des transports et du stockage sont les plus touchés par la récession économique. Le ralentissement actuel de l'économie; en effet, des entreprises annoncent des pertes d'emplois pendant le premier semestre 2009 et la confiance des entreprises et des consommateurs continue de s'émousser. Ce mini bilan peut être apprécié à partir de deux critères macroéconomiques, à savoir, l'évolution de la production et le marché du travail.

#### **1.1. Mesure de la production industrielle**

Malgré le recul de sa part dans l'emploi et le PIB de l'union européenne, l'industrie européenne conserve un rôle très important dans l'économie communautaire. Malgré la concurrence et la compétitivité des entreprises nippones et américaine et la délocalisation de pans entiers vers les pays émergents; l'industrie de l'U E maintient sa part de marché du commerce mondial. De ce fait, elle reste le principal acteur de la mondialisation. Néanmoins, les situations diffèrent d'un pays à l'autre : les industries de l'Allemagne et des pays d'Europe centrale et orientale gagnent des parts de marché et voient leur productivité croître rapidement, tandis que celles des autres Etats membres résistent plus difficilement. En particulier, les industries françaises et britanniques ont vu leurs parts de marché se réduire depuis 2000. Quant aux industries espagnoles et italiennes, leur productivité stagne <sup>1</sup>.

##### **1.1.1. Contribution de l'industrie de l'UE au PIB de l'économie communautaire**

La zone euro en tant que telle existe seulement depuis 1999, mais l'office des statistiques (Eurostat) a recalculé les chiffres pour les années précédentes. Les données chiffrées démontrent une la régression de la part de l'industrie européenne dans le PIB de l'Union européenne au cours des

dernières décennies, mais elle reste une composante déterminante de l'économie communautaire. En 2006, l'industrie représentait 18% du PIB de l'UE contre 21% en 1996. Selon Eurostat, la part de l'industrie dans l'économie varie selon les Etats membres (Cf.tab.1). Prenant la France, par exemple, elle ne totalise plus que 12,9% du PIB en 2006, à la même période, elle représente encore 22,9% du PIB en Allemagne. Compte tenu de la contribution

---

<sup>1</sup> [http://www.robert-schuman.org/doc/questions\\_europe/qe-82-fr.pdf](http://www.robert-schuman.org/doc/questions_europe/qe-82-fr.pdf)

de sa valeur ajoutée industrielle au PIB, avec 25,5 de la valeur ajoutée en 2006, l'Allemagne reste la première puissance industrielle de l'Union, elle devance largement le Royaume-Uni, l'Italie et la France. Ces quatre pays contribuent, à eux seuls, à 64,4% de la valeur ajoutée industrielle de l'UE. A l'exception de l'Allemagne, l'Autriche et la Lituanie dont la part de la valeur ajoutée dans le PIB a légèrement augmenté en Allemagne, en Autriche et en Lituanie. Déjà, à la veille de la crise financière, l'industrie enregistre un recul dans l'économie européenne, comme le montre le tableau suivant:

**1. L'industrie dans l'Union européenne : poids des Etats membres et part de l'industrie dans l'emploi et dans le PIB**

	Contribution à la valeur ajoutée industrielle de l'UE, en %	Part dans l'emploi industriel européen, en %	Part de l'industrie dans le PIB, en %		Part de l'industrie dans l'emploi, en %	
	2006	2006	1996	2006	1996	2006
Allemagne	25,5	19,9	22,0	22,9	23,3	20,0
Royaume-Uni	14,9	9,8 (2006)	23,4	16,1	19,6	13,1 (2004)
Italie	13,0	13,2	22,1	18,3	23,7	20,8
France	11,1	9,1 (2005)	15,6	12,8	17,1	14,1 (2005)
Espagne	7,0	8,2	20,2	16,7	19,3	10,2
Pays-Bas	4,2	2,4	19,2	16,3	14,5	11,4
Grèce	3,1	1,8	21,7	21,2	19,2	16,2
Pologne	2,9	8,2	23,6	22,1	22,2	22,2
Belgique	2,4	1,8	20,7	17,1	18,1	14,6
Autriche	2,0	nd	20,0	20,7	nd	nd
Hongrie	1,8	0,7	28,1	22,2	20,7	14,2
Finlande	1,8	1,2	23,6	22,4	21,2	10,6
Danemark	1,8	1,2	17,5	17,3	15,6	14,3
Rép. tchèque	1,6	2,8	20,2	28,5	21,5	29,4
Portugal	1,2	nd	19,7	15,6	22,8	nd
Roumanie	1,1	nd	nd	23,9	nd	nd
Grèce	1,1 (2001)	nd	13,0	10,7 (2000)	nd	nd
Hongrie	0,9	2,4	23,1	21,9	27,0	24,2
Slovaquie	0,5	1,4	28,1	25,4	30,2	26,5
Slovénie	0,4	0,6	23,4	24,9	32,4	28,8
Lituanie	0,3	0,7	21,5	22,4	21,6	19,7
Bulgarie	0,3	2,0	25,0	20,8	27,5	22,4
Luxembourg	0,1	0,1	12,8	8,4	15,4	11,3
Estonie	0,1	0,4	19,5	18,4	27,0	24,0
Lettonie	0,1	0,5	21,6	12,5	21,3	16,9
Chypre	0,1	0,1	12,7	9,4	15,2	10,8
Malte	0,0	nd	20,7	15,3	nd	nd
<b>Zone euro</b>	<b>72,6</b>	<b>62,5</b>	<b>20,8</b>	<b>18,3</b>	<b>20,8</b>	<b>17,5</b>
<b>UE 27</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>21,0</b>	<b>18,3</b>	<b>20,9</b>	<b>17,5</b>
Etats-Unis	-	-	18,0	10,0	nd	13,2 (2005)

Sources : Eurostat et calculs de l'auteur  
Données révisées et mises en forme par la Fondation Robert Schuman. © FRS

L'analyse de l'évolution des données chiffrées du tableau n°1, de la part de la valeur ajoutée et de l'emploi de l'industrie de l'UE dans le PIB, démontre que l'industrie traversait, déjà, une récession donc l'économie de l'UE. Ce recul était perçu par les analystes économiques comme un présage de retour de la crise économique.

### 1.1.2. La récession du secteur industriel

L'installation de la crise financière, qui s'est transformée en crise économique, a touché directement l'économie réelle des pays de la communauté. Ainsi, " *la production industrielle dans la zone euro a reculé à nouveau au mois avril 2009, de 1,9 % comparé au mois précédent, et de 21,6 % sur un an, soit sa plus forte baisse annuelle depuis la création de ces statistiques en 1990, a indiqué, vendredi 12 juin 2009, l'office européen des statistiques Eurostat* ".<sup>2</sup>

Tableau 2: Les pays de l'union européenne et de la zone euro



Source: 2009 AFP (AFP)

En raison de la crise économique, la Commission Economique Européenne (CEE) a prédit, pour la zone euro, un recul de PIB 1,9% en 2009.<sup>3</sup> Mais selon les prévisions des experts de la Banque Centrale Européenne (BCE) prévoit une importante révision à la baisse du PIB. Les avis sont mitigés.

Pendant l'année 2008 et le premier semestre 2009, la production industrielle de l'union, gangrenée par la crise financière internationale, enregistre même de « *nouvelles baisses records dans tous les secteurs : de 27,1 % pour les biens intermédiaires, de 26,7 % pour les biens d'investissement, de 22,4 % pour les biens de consommation durables, de 12,3 % pour l'énergie et de 6,5 % pour les biens de consommation non durables* ». <sup>4</sup>

Durant seulement le mois juin 2009, la production industrielle de l'union baisse également dans tous les secteurs économiques. « *Le recul est de 2,7 % dans le secteur des biens d'investissement, de 1,7 % pour le secteur des biens intermédiaires et de 1,1 % pour celui de l'énergie. Parmi les principales économies de la zone euro, l'Allemagne enregistre une baisse mensuelle de 2,1 % et la France de 1,4 %. La production industrielle augmente en revanche en Espagne (+2 %) et en Italie (+1,1 %). Dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'Union européenne, la production industrielle a reculé de 0,9 % sur un mois et 19,4 % sur un an* ». <sup>5</sup>

<sup>2</sup> <http://www.lemonde.fr/12.06.09>.

<sup>3</sup> <http://www.casafree.com/modules/news/>

<sup>4</sup> Eurostat, 12 / 08 / 09

<sup>5</sup> Source: <http://finance.aol.fr/12/08/2009>

Malgré les anticipations à la hausse prévue à partir du mois de mai, la production industrielle de la zone euro recule encore de 0,6% au mois juin par rapport au mois de mai<sup>6</sup>. Une déception pour les économistes qui continuent malgré tout d'anticiper une stabilisation de l'activité. Sur un an la production enregistre en juin une nette baisse de 17%. Pour l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, elle a reculé de 0,2% sur un mois et de 15,6% sur un an. La cause de la baisse inattendue de la production industrielle, pendant le premier semestre 2009, revient surtout à la baisse de la demande du aux anticipations dans l'avenir. Cette situation pousse les consommateurs de la zone euro, qui préfère consommer moins - réticents à faire de gros achats - aujourd'hui, en attendant des jours meilleurs. Elle pourrait être la conséquence d'une politique de destockage - réduction de la production - recherchée par le secteur des affaires. Malgré les mauvaises performances de la production industrielles, de nombreux analystes (Howard Archer, Eurostat, Unicredit, etc.) voient dans l'augmentation de 4,5% des commandes industrielles en Allemagne un bon signe de reprise de l'économie. C'est-à-dire le début de la fin de la récession. Signal encourageant à ce titre, " les commandes semblent se stabiliser après avoir plongé fin 2008 et début 2009", souligne-t-il Marco Valli, économiste chez Unicredit, juge également que le rebond de 4,5% en juin des commandes industrielles en Allemagne est "une bonne base pour une croissance des commandes durant l'été " et prévoit que " la récession industrielle se termine durant le trimestre en cours".

Néanmoins, pour une reprise significative et durable, il faut une large croissance des commandes à la fois sur les marchés intérieurs et extérieurs, et c'est loin d'être certain ", pondère Howard Archer. En sommes les avis sont mitigés.

## 1.2. Evolution de l'emploi

D'une manière générale, les pays de l'UE ont connu pendant les années 1970 des niveaux importants de chômage. La hausse a débuté suite aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Certains pays, de la communauté, ont connu au début des années 2000 un retour à des situations de quasi plein emploi comme l'Irlande, le Royaume-Uni, ou les Pays-Bas, tandis que d'autres pays sont restés à un niveau relativement élevé de chômage comme l'Allemagne et la France ou dans une certaine mesure l'Espagne. Dans ce sens, le tableau n°3 montre l'évolution du taux de chômage des pays de l'UE, la zone euro et des quatre pays ciblés.

Tableau 3: Taux de chômage estimations annuelles (en pourcentage)  
par pays dans l'Union européenne

Pays ou zone	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
UE-27 (27 pays)	:	8,7	8,5	8,9	9,0	9,0	8,9	8,2	7,1	7,0
Zone euro	10,6	8,2	7,8	8,3	8,7	8,8	8,9	8,3	7,4	7,5
Allemagne	9,4	7,5	7,6	8,4	9,3	9,8	10,7	9,8	8,4	7,3
Espagne	16,7	11,1	10,3	11,1	11,1	10,6	9,2	8,5	8,3	11,3
France	11,5	9,0	8,3	8,6	9,0	9,3	9,2	9,2	8,3	7,7
Italie	11,3	10,1	9,1	8,6	8,5	8,1	7,7	6,8	6,1	:

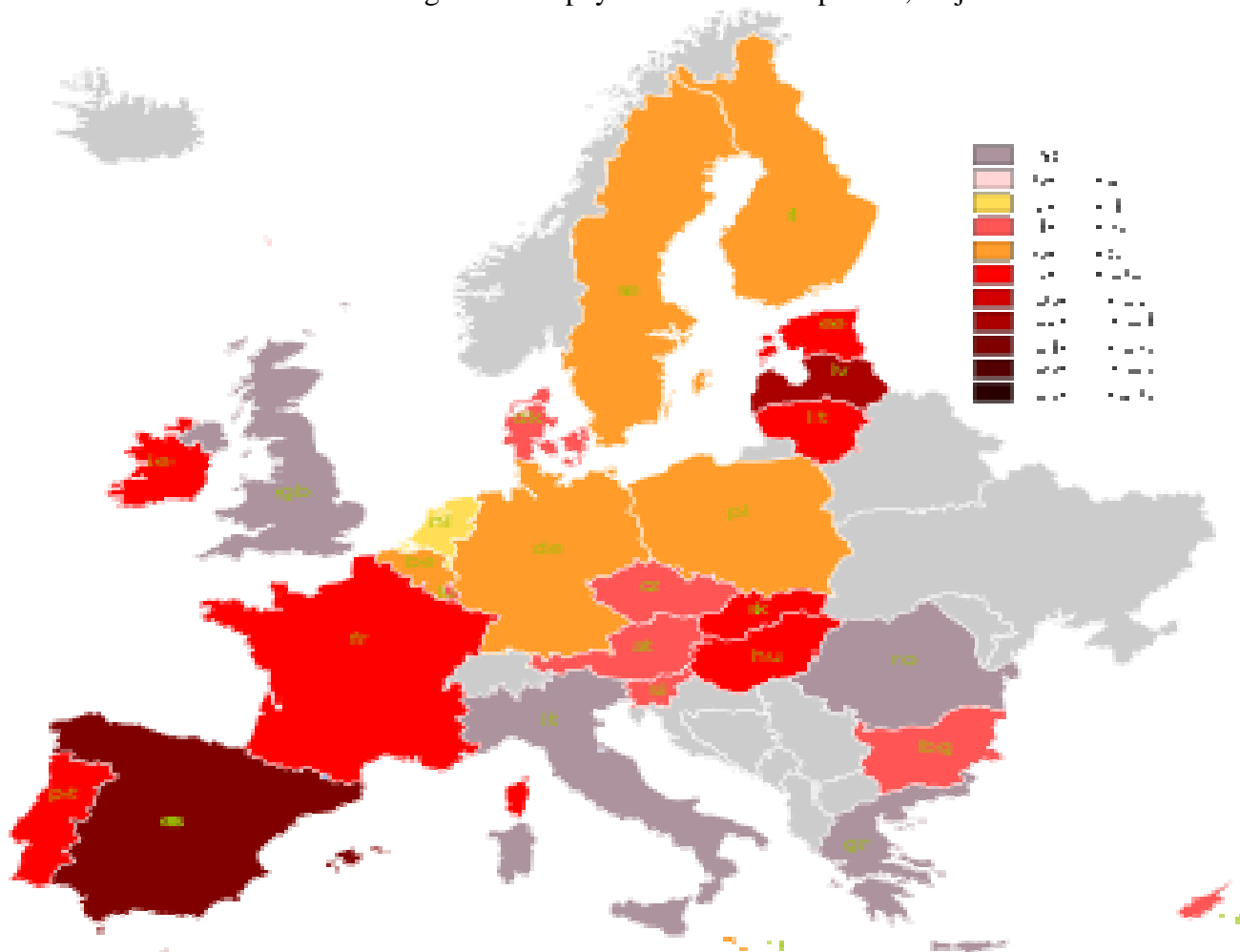
Source : Eurostat - Taux de chômage - estimations annuelles (Extrait)

A la veille de la crise des surprimes, déjà le taux de chômage moyen de l'UE était assez élevé. Il dépasse les 7% en moyenne.

Puis la crise financière s'installe, à la mi-2007, sa contagion s'étend progressivement à l'ensemble des marchés financiers, et finit par toucher l'économie réelle à la fin de l'année 2008. À cette date, de nombreuses économies de l'UE entrent alors en récession sous l'effet

d'une part de la contraction des échanges extérieurs et d'autre part du moindre dynamisme des demandes internes. Cette contraction s'accompagne de coupes massives de l'emploi. Même si en décembre, le taux de chômage ne s'était accru que de 0,6% par rapport à l'année précédente, comme il ressort dans le tableau n°4 ci-dessous, la crise du marché de travail devient assez alarmante.

Tableau 4: Taux de chômage dans les pays de l'Union européenne, en janvier 2009



Source: [fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Unemployment\\_union\\_2009-01.svg](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Unemployment_union_2009-01.svg)

Toutefois, selon les récentes données statistiques nationales, les offres d'emplois, bien que toujours en nombre élevé, ont commencé à diminuer sous l'effet de la récession, les pertes d'emplois annoncées l'emportent largement sur les créations d'emplois. En fait, sous l'effet de la crise financière dans le monde en 2008, et qui se poursuit en 2009, le marché de l'emploi est dans situation de sous emploi structurel caractérisé par l'accroissement des taux de chômage dans toute l'UE (7,4% actuellement pour l'UE).

## 2. Impacts de la crise

### 2.1. Sur la production industriel et le marché du travail de la zone euro

Prenant l'exemple de l'industrie automobile, cette filiale connaît le plus dur contre coup de la crise financière et économique. Sa part dans la production industrielle de l'UE est importante. L'industrie automobile occupe "12 millions d'emplois dans l'Union européenne,

*c'est 10 % du PIB. En France, c'est 2,5 millions d'emplois, soit 10 % de l'emploi salarié. C'est 15 % des dépenses de recherche et de développement.*"<sup>7</sup>.

Actuellement, la filiale industrie automobile traverse une sans précédent. Cette crise se caractérise par:

- une baisse conjoncturelle de la demande;
- un besoin de financements, aussi bien, des constructeurs, des sous traitants et des consommateurs;

Au préalable, ce cataclysme est du à la surproduction d'automobiles conjuguée avec une crise écologique dont les transports automobiles contribuent fortement <sup>8</sup>. Quel est le remède préconisé dans ce cas? Pour éradiquer la récession, la solution capitaliste est simple. Il faut ajuster les indicateurs macroéconomiques, de telle sorte, à réaliser un équilibre général de plein emploi, soit:

- diminution de la production de l'industrie automobile;
- faire appel à l'aide publique, et;
- licenciement de la main d'œuvre superflue;
- la dissuasion, de ne pas utiliser les véhicules, subie par l'automobile, et;
- un défi structurel de compétitivité des entreprises dans une concurrence mondiale de plus en plus pressante.

Les dernières informations statistiques <sup>9</sup> alimentent l'espoir d'une sortie de crise. Même si le PIB de l'EU a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre 2009, son rythme de chute a régressé en comparaison au plongeant de 2,5 % lors du premier trimestre. Après quatre semestres de baisse, l'Allemagne et la France ont enregistré au deuxième trimestre un taux de croissance de 0,3 %. Le secteur industriel a aussi enregistré une légère croissance pendant les deux derniers mois, juillet et Août. Malgré l'espoir, qu'alimente les indicateurs de la production et le principal baromètre du climat des affaires Ifo pour les deux mois consécutifs (juillet et Août), il n'en demeure pas moins que le chômage reste important dans la zone euro. Au mois de juillet, le taux de chômage a atteint 9,5 % son plus haut niveau depuis 15 ans, avec plus de 15 millions de chômeurs<sup>10</sup>. Malgré la situation

précaire du marché de travail les licenciements convergent à la baisse, Jean Claude Juncker, chef de file des ministres de la zone euro, juge que: "*nul ne sait comment réagira l'économie quand les plans de relance et autres primes à la casse seront épuisés. Il est trop tôt pour envisager un arrêt des mesures de relance en Europe même si le pire de la crise semble être passé.*"<sup>11</sup>

## **2.2. Sur les entreprises européennes**

Prenant le cas des PME européennes, parce que impari nous ne permet pas de cerner toutes les entreprises industrielles européenne.

Dans quelques pays de l'UE, les entreprises commencent à entrevoir le bout du tunnel, mais beaucoup d'autres ont été contraintes de licencier leurs salariés, vendre leurs actifs et diminuer considérablement leurs investissements <sup>12</sup>. Il s'avère que les petites entreprises sont les plus touchées par la crise financière. Car les banques prêtes de frilosité se résignent de leur accorder des prêts, particulièrement dans leurs premières années d'existence. Le tarissement du crédit a été aggravé par le fléau de retards de paiement, qui sont le fait d'acteurs publics et privés. Malgré le renflouement financier par les gouvernements, les banques se méfient d'avantage dans l'octroi de prêts aux entreprises et aux ménages. Afin d'apprécier l'impact de

---

<sup>7</sup> <http://www.europa.eu/Sides/getDoc?pubRef/29-05-09>

<sup>8</sup> Propos avancés par l'école marxiste: « <http://www.Icr-lagauche.be/cm/index.php?>»

<sup>9</sup> Eurostat, 01-09-2009.

<sup>10</sup> Idem.

<sup>11</sup> Propos rapportés par le quotidien national " El Watan " n° 5730 du 03 / 09 / 2009.

<sup>12</sup> <http://www.euractiv.fr/marche-interieur-entreprises>.



la crise, nous présentons brièvement la situation des PME, respectivement en France, Grande Bretagne, Italie et Irlande.<sup>13</sup>

### **France :**

Selon l'étude une étude de l'assureur Euler Hermers publiée en juin 2009, 25% entreprises déposeront leur bilan 2009 par rapport à 2008. Leur nombre pourrait atteindre le record historique de 73000, dépassant de loin le seuil de 64800 enregistré pendant la récession de 1993. Les secteurs les plus touchés sont l'immobilier, les transports et le commerce, et font face à des retards de paiement supérieurs à deux semaines. De son côté, le rapport d'Altarea souligne que les PME sont celles qui souffrent le plus des retards de paiement.

### **Grande-Bretagne**

Des signes précurseurs témoignent d'une reprise du secteur du crédit ont été signalés en Grande-Bretagne. D'autre part, la fédération des PME (FSB) note une reprise de l'activité commerciale à l'occasion de sa dernière étude mensuelle. Les chiffres sont meilleurs par rapport à l'automne 2008.

En 2008, les PME ont déclaré que le coût du crédit était leur problème majeur. Maintenant, la tension a diminué lorsque la circulation du crédit a commencé à se fluidifier.

En outre, la reprise de la confiance progresse également en Grande-Bretagne. Plus de la moitié des PME se disent raisonnablement optimistes et la plupart d'entre elles cherchent à recruter plus de travailleurs et à investir dans de nouveaux produits. Néanmoins, les commerces et pubs, situés en zone rurale craignent encore la contraction parce qu'elles continuent d'être menacés par la contraction du crédit.

Pour débloquer la situation, à la mi-juillet, le ministre des Finances britannique, Alistair Darling, a prévu de rencontrer prochainement des responsables d'établissements bancaires, afin de faciliter l'octroi de crédit, rappelant notamment que le gouvernement avait passé des accords avec des banques dans lesquelles l'Etat détient des parts substantielles de leur capital.

### **Italie**

Pas moins du tiers des entreprises italiennes ont rencontré des difficultés lors du premier semestre 2009. " *La contraction du crédit coûte 13,7 milliards d'euros par an aux PME, entraînant la fermeture quotidienne de 30 entreprises depuis janvier 2009.*"

Selon l'Association bancaire italienne (ABI), les retards de paiement de gouvernement italiens à l'égard des PME s'échelonnent de 50 à 60 milliards d'euros. Pour accélérer le paiement, le gouvernement a pris de nouvelles mesures en vue d'accélérer le paiement des arriérées paiements dus par l'administration publique.

" *Le ministre des Finances italien, Giulio Tremonti, a annoncé la création d'un fonds de 23 milliards pour s'acquitter des impayés.*" En somme, le gouvernement italien encourage le déploiement rapide de lignes de crédits réservées aux PME et provenant de la BEI.

### **Irlande**

L'économie irlandaise est la plus affectée par la crise financière. Sa situation économique continue d'empirer malgré une série de mesures introduites aux niveaux national et européen. Le gouvernement

---

<sup>13</sup> Cette sous section a été rédigée à partir de l'article intitulé: « Les PME européennes continuent de souffrir de la crise: [www.euractiv.fr/marche-interieur-entreprises](http://www.euractiv.fr/marche-interieur-entreprises).»

irlandais a notamment établi en 2009 un nouveau code régissant les prêts destinés aux PME. Mais selon l'association irlandaise des PME, les banques ignorent encore la nouvelle réglementation.

Durant la première moitié de 2009, 733 sociétés irlandaises ont déposé leur bilan. Ce chiffre pourrait atteindre 1600 d'ici à la fin 2010. A cet égard, le ministre du commerce, "Billy Kelleher, a sillonné le pays durant le mois de Juillet, à la rencontre des responsables de banques, d'entreprises et d'agences d'Etat. Il souhaite endiguer la frilosité des banques à assumer leur rôle de prêteur".

### **3. Types d'intervention (mesures) de l'Etat**

Selon René de la Serre, Ancien Président du conseil des marchés financiers, L'environnement économique mondial était propice à un tel bouleversement <sup>14</sup>. Puisque, la crise financière actuelle paraît concerner l'ensemble de la chaîne, "des agences de notation aux intermédiaires financiers, en passant par les autorités de régulation et les pouvoirs politiques"<sup>15</sup>. Il s'agit donc d'une crise du système capitaliste et la conception de toute la fonction finance est à revoir car les mécanismes d'auto-régulation des marchés n'ont pas fonctionné. Cette préoccupation structurelle nécessite, obligatoirement, une intervention massive des État (aides sectorielles et conception d'un modèle financier adéquat).

#### **3.1. Le rôle de la BCE et des politiques budgétaires en temps de la crise des surbrimes: adopter une politique économique cohérente pour limiter les effets de la crise sur l'économie réelle**

##### **3.1.1. Les actions probables de la BCE**

Les pressions inflationnistes obligent la BCE à une certaine prudence. En situation de récession de l'économie et la relative stabilisation des prix du pétrole se confirment les risques inflationnistes seront réduits. Devant cette situation, la BCE pourra maintenir des taux d'intérêt très bas dans l'attente d'une reprise de la croissance économiques pas uniquement en Europe mais de part le Monde.

La crise actuelle est un choc asymétrique : certains pays de l'UE sont plus vulnérables au retournement de la crise financière. Contrairement à l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Irlande se sont les

plus touchés par la récession économique. Mais comme l'état de leurs finances est solide: une politique budgétaire visant à soutenir temporairement la consommation des ménages et l'investissement des

entreprises y serait bienvenue. Cette approche a même reçu l'aval du FMI. En revanche, cette politique ne peut être menée dans certains pays pourtant exposés au ralentissement, comme la France et l'Italie, en raison de leur énorme déficit budgétaire. En particulier, la France est incapable revenir à l'équilibre budgétaire même dans les périodes de croissance supérieure au potentiel, car elle ne dispose pas des marges de manœuvre nécessaires.

##### **3.1.2. L'obligation de transparence du secteur bancaire : restaurer la confiance et mieux structurer les marchés dérivés**

Suite à la crise des crédits hypothécaires, beaucoup de banques ont déclaré assez tardivement les pertes qu'elles ont subit. L'absence de transparence concernant la situation. Les banques ont dévoilé assez tard les pertes subies, suite à la crise des crédits hypothécaires à risque. " Or cette attitude a conduit à une incertitude persistante sur le montant des

---

14 " Il conjugait la fin d'un cycle économique ; un déficit américain financé par les autres États (ceux d'Asie en priorité) donc un afflux considérable de liquidités ; et la flambée des prix des matières premières dans les mois précédant l'éclatement de la crise", pour plus de détail, voir Conférences Mouvement Européen: « Après la crise financière, retour aux fondamentaux? » [www.mouvement-europeen.eu/-cycle-de-conferences-realites-europe](http://www.mouvement-europeen.eu/-cycle-de-conferences-realites-europe), 7mai09 »

15 «<http://www.mouvement-europeen.eu/-cycle-de-conferences-realites-europe>, 7 mai 2009 »

*engagements des banques qui a provoqué des secousses sur les marchés financiers et des répliques à la crise initiale. La première obligation des banques et des organismes de crédit est donc de rétablir la transparence sur leurs bilans, premier élément d'une évaluation des actions nécessaires et du retour de la confiance."*<sup>16</sup>

### **3.2. La répartition des rôles entre la BCE et les gouvernements**

Concernant le sujet sur le control des marchés, Jacques Mistral<sup>17</sup> souligne que la BCE est prête à créer une agence de supervision bancaire au niveau européen. En matière de régulation des marchés financiers, la coopération semble être moins avancée, car les rivalités nationales persistent. Néanmoins une coopération intergouvernementale n'est pas à écarter dans le cadre du débat du G20. Même si les discours des dirigeants européens invoquent des titres apparemment différents mais selon les analystes la finalité est la même. Il s'agit de la refonte du système capitaliste: " *si Nicolas Sarkozy invoque la refondation du capitalisme et Angela Merkel veut revenir au vieux concept d'économie sociale de marché, il s'agit dans les deux cas de créer une bonne base pour les entreprises en créant une politique de réglementation. Andreas Schockenhoff a poursuivi en soulignant l'importance de l'économie sociale de marché. Selon lui, une régulation unique ne concerne pas uniquement la*

*politique économique et la politique financière : si on parle du budget public, cela inclut le système public et l'État social."*<sup>18</sup>

### **3.3. Quelle politique pour relancer l'industrie européenne ?**

Michel Aglietta<sup>19</sup> estime que les réponses sont insuffisantes. Car, le développement et les incidences de la crise financière ont surpris les gouvernements. Les pays développés n'ont pas réagi à temps, à l'aide d'une stratégie globale et coordonnée. Les seules autorités, qui ont réagi avec cohérence et suivi le cours de la crise; sont les banques centrales. A cet effet, l'aggravation de la situation met en lumière l'insuffisance de traitement de cas par cas, des banques menacées de faillite.

Dans ce cadre, Jean-Louis Beffa, président en matière d'industrie et d politique industrielle en France et en Europe souligne que dans " *le contexte actuel du « non » irlandais et d'une incertitude croissante des individus quant à leur propre avenir et à l'avenir de l'Europe, la sauvegarde de l'industrie européenne et des emplois qu'elle procure, se posait avec une acuité renforcée."*<sup>20</sup> Pour Jean-Louis Beffa les réponses doivent se trouver dans les politiques industrielles au niveau national parce que " *Le modèle anglo-saxon dominant, dans lequel l'Etat doit laisser faire et se contenter de créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat, n'est pas adapté aux enjeux européens."*<sup>21</sup>

Ces politiques industrielles exigent à ce que le système bancaire remplisse ses fonctions vitales pour l'économie, par une action sur l'offre globale de crédit. Par ailleurs, les agents non financiers sont très endettés et faible donc une action drastique de la dépense entraînera une diminution des revenus et le processus et contrecarré – un freinage de la dynamique du cercle vicieux production / revenu / dépense – " *Pour l'éviter, la politique la plus efficace est de soutenir le revenu et l'emploi autant qu'il est possible. C'est la responsabilité de l'État en tant*

---

16 Jean – François Jamet, Europe in the face of the financial crisis: « <http://www.robert-schauman.org/lien.php> ».

17 Hans stark, Andreas Schockenhooft et Jacques Mistral, La crise financière internationale et son impact sur la politique étrangère de l'Allemagne, ifri / Cerfa, juin 2009.

18 Idem.

19 Michel Aglietta, Crise bancaire: des réponses publiques encore insuffisantes, revue Constructif, n° 22 – juillet:

[www.Constructif.fr](http://www.Constructif.fr)».

20 Source: [http://www.mouvement-europeen.eu/\\_Rafaël\\_Klepsch\\_](http://www.mouvement-europeen.eu/_Rafaël_Klepsch_), publié le jeudi 26 juin 2008.

21 Ibid.

*qu'emprunteur en dernier ressort. Les plans de relance budgétaire dépendent des capacités des États à emprunter dans de bonnes conditions "* <sup>22</sup>

### **Conclusion: Est-ce que c'est la légitimation du retour de l'Etat?**

Primo, l'effondrement de l'économie européenne réanime certaines tendances protectionnistes. La déclaration du président français est considéré comme un retour au protectionnisme." *Qu'il était selon lui irresponsable de continuer à produire des voitures françaises en République tchèque. Il réclama un arrêt des transferts de production vers d'autres pays. Si l'Etat donnait de l'aide à l'industrie automobile dit-il, ce n'était pas pour qu'elle installe des usines en République tchèque. Il pressa aussi les industriels de l'automobile de soutenir les industries de sous-traitance qui fournissent matériel et services à l'industrie automobile française.*" <sup>23</sup> Ce genre de position a mis en évidence la cohésion de l'Eu. Les "défenseurs" de l'UE estiment qu'il serait bon désormais que " *le sujet soit débattu par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, de façon à ce que cette dernière adopte une réponse commune, ambitieuse et efficace à la crise actuelle. Ce serait une nouvelle occasion de renforcer la gouvernance économique européenne.*"

Secundo, la crise financière et économique remet avec acuité débat théorique ancien-nouveau (récession / croissance) sur la sellette entre les deux principaux courants de la pensée économique, opposant surtout les ultra-libéraux et altermondialistes (socialistes et écologistes). " *Si La théorie économique peut-elle apporter des solutions et concourir au redressement des économies ? Si l'on voit bien les dégâts causés par plus de vingt ans d'un libéralisme financiarisé et décomplexé, on peut sans doute se tourner vers Keynes et ses réflexions sur la régulation du capitalisme pour repenser le système économique mondial.*"<sup>24</sup>

Tertio, comprendre ce qui se trame dans les pays industriels permet de tirer des enseignements utiles nécessaires pour parer aux éventuelles retombées de la crise pour les pays en développement, en l'occurrence l'Algérie.

---

<sup>22</sup> Michel Aglietta, op.cit.

<sup>23</sup> Ulrich Rippert, Effondrement de la production industrielle eu Europe qui se tourne vers le protectionnisme : « [www.wsws.org/francais/News/2009/fev09](http://www.wsws.org/francais/News/2009/fev09)».

<sup>24</sup> Edwin LE HERO , Pour un changement du paradigme avec Keynes  
« [http://www.constructif.fr/Auteurs\\_499/Edwin\\_LE\\_HERON.htm](http://www.constructif.fr/Auteurs_499/Edwin_LE_HERON.htm) », 22 mars 2009.